

**EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES**

**NORVEGE**

**Rapport du gouvernement**

Conformément à l'Accord établissant le Mécanisme d'examen des politiques commerciales (annexe 3 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce), la déclaration de politique générale présentée par le gouvernement norvégien est reproduite ci-après.

---

**Note:** Le présent rapport est un document à diffusion restreinte qui ne doit pas être communiqué à la presse avant la fin de la réunion de l'Organe d'examen des politiques commerciales portant sur la Norvège.



TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
I. PRINCIPAUX OBJECTIFS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE	1
II. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET COMMERCIAL	3
III. EVOLUTION DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (1991-1995)	5
1. Organisation mondiale du commerce	5
2. Espace économique européen (EEE)	6
3. Accords de libre-échange	7



## **I. PRINCIPAUX OBJECTIFS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE**

1. La politique du gouvernement norvégien vise à promouvoir et à soutenir la croissance économique tout en veillant à la protection de l'environnement. L'économie ouverte de la Norvège, étayée par une politique commerciale libérale, assure la croissance économique et l'adaptabilité à une économie de plus en plus mondialisée. L'objectif du gouvernement est que les effets bénéfiques de la croissance économique et des échanges commerciaux se concrétisent par une meilleure protection sociale, le plein emploi, une répartition équitable des revenus et une amélioration des conditions de vie.

2. Le gouvernement norvégien attache une grande importance à la poursuite d'une politique de développement durable tant au plan national qu'au plan mondial. La politique commerciale et la politique environnementale doivent s'étayer mutuellement.

3. Les échanges commerciaux ne sont pas seulement indispensables à la croissance économique de la Norvège, ils sont également un moyen de promouvoir la croissance économique et la stabilité politique dans les autres pays. Les échanges commerciaux sont donc un élément important de la politique extérieure norvégienne.

4. Afin de bénéficier des avantages comparatifs et des économies d'échelle, les sociétés norvégiennes doivent nécessairement opérer sur des marchés dépassant les limites du marché national. Ainsi, un important objectif de politique générale consiste à renforcer au niveau international la compétitivité du commerce et de l'industrie de la Norvège. Des efforts incessants sont déployés pour assurer et améliorer l'accès des entreprises norvégiennes aux marchés étrangers et la Norvège s'intéresse donc de près aux négociations de politique commerciale. Du fait qu'elles participent largement aux opérations de commerce extérieur les sociétés norvégiennes sont vulnérables aux mesures commerciales, aussi bien celles qui visent directement les agents économiques norvégiens que celles qui les atteignent indirectement par suite de différends commerciaux internationaux. Un système commercial multilatéral fondé sur des règles représente la meilleure façon de résoudre ces problèmes.

5. L'Organisation mondiale du commerce offre au plan mondial la garantie qu'aucun pays membre ne puisse poursuivre des politiques nationales au détriment des intérêts commerciaux des autres membres et que le commerce mondial repose sur un système commercial multilatéral ouvert fondé sur des règles. Depuis 1947, la Norvège a joué un rôle actif dans l'aide au développement du GATT. Cette participation active pour renforcer et développer plus avant les règles du commerce multilatéral se poursuivra au sein de l'OMC afin d'assurer la stabilité, la sécurité et la prévisibilité dont la Norvège a besoin, en tant que pays ouvert, tourné vers l'extérieur.

6. La politique commerciale à l'égard des pays en développement joue un rôle croissant dans l'élaboration de la politique de coopération norvégienne en matière de développement. La Norvège continuera à préconiser l'amélioration du système commercial multilatéral et à encourager une plus grande intégration des pays en développement dans ce système, en particulier des pays en développement les plus pauvres, grâce à des arrangements transitoires, une assistance technique ainsi que d'autres mesures. A cette fin, la Norvège a proposé d'établir au sein de l'OMC un Fonds pour l'assistance technique aux pays les moins avancés en particulier et a apporté une contribution de 2,5 millions de dollars EU à ce Fonds.

7. La Norvège aura aussi à coeur et s'efforcera plus que jamais de promouvoir le commerce avec les pays en développement, notamment en appuyant les mesures prises dans le secteur de production, en aidant au développement du savoir-faire dans le domaine des échanges commerciaux, et en apportant des améliorations au Système généralisé de préférences (SGP), notamment pour les produits agricoles et les textiles.

8. La Norvège attache une importance particulière à ce que les politiques commerciales et les politiques environnementales s'étayent mutuellement. Elle participe donc activement aux discussions actuellement engagées au sein de l'OMC sur le commerce et l'environnement, c'est-à-dire aux travaux visant à assurer la compatibilité entre les règles commerciales multilatérales et les accords internationaux sur l'environnement.
9. La Norvège s'emploie activement à faire respecter au plan international les droits fondamentaux établis dans les conventions de base de l'OIT. Elle est donc favorable à ce que les liens pouvant exister entre les règles commerciales et les normes sociales et les moyens de faire appliquer les conventions de base de l'OIT fassent l'objet d'une analyse approfondie et de débats dans les instances multilatérales appropriées.
10. Etant donné la mondialisation croissante de l'économie, il est par ailleurs nécessaire d'établir des règles englobant des aspects du commerce qui ne faisaient pas partie des politiques commerciales traditionnelles. C'est ce qui ressort à l'évidence de l'importance croissante du commerce des services et des négociations relatives à l'Accord général sur le commerce des services (AGCS). La politique d'investissement dans le domaine des services est déjà visée par l'AGCS, mais il n'existe pas de règle mondiale concernant les investissements internationaux qui affectent le commerce. La prolifération des accords bilatéraux en matière d'investissement montre la nécessité d'établir des règles mondiales. La Norvège soutient donc les efforts déployés pour engager un débat sur cette question au sein de l'OMC.
11. Une plus grande attention mérite également d'être accordée au sein de l'OMC à la question commerce et concurrence. La Norvège a adopté une attitude prudente en ce qui concerne l'application de mesures de politique commerciale restrictives. Aucun droit antidumping ni aucun droit compensateur n'a été imposé en Norvège au cours des dix dernières années. La Norvège serait favorable à ce que l'OMC s'efforce d'établir des règles multilatérales en matière de concurrence.
12. La Norvège sait par expérience que la dynamique du régionalisme est le complément du système multilatéral et contribue au développement du commerce mondial, pour autant que les accords régionaux soient compatibles avec les règles du commerce multilatéral. Les accords régionaux de la Norvège tiennent compte de la nécessité d'une plus grande intégration économique avec les marchés avoisinants et ils ont joué un rôle fondamental en traçant la voie vers la libéralisation des politiques commerciales norvégienne au niveau mondial. En conséquence, la Norvège continuera à rechercher des accords régionaux et bilatéraux pour développer la coopération avec les autres pays européens dans le domaine commercial et économique et sauvegarder ses débouchés commerciaux dans le cadre mondial de l'OMC.
13. La politique commerciale norvégienne bénéficie d'un large soutien de la part de la population en général. Elle est établie sur la base de larges consultations au niveau national avec des représentants divers, parmi lesquels des représentants du commerce et de l'industrie, des travailleurs, des associations de consommateurs et autres associations intéressées, ainsi qu'avec le Storting (Parlement norvégien).

## II. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET COMMERCIAL

14. La croissance économique de la Norvège a été vigoureuse depuis que le premier examen de la politique commerciale norvégienne a été effectué au GATT en 1991. Le PIB total, sous l'effet de l'accroissement de la production pétrolière, a augmenté en moyenne de 3,75 pour cent par an de 1991 à 1995. La reprise des activités de la Norvège continentale (exclusion faite des activités en mer) a débuté en 1992 et s'est accélérée au second semestre de 1993 en raison principalement du dynamisme des dépenses des ménages imputable à une nette amélioration des conditions monétaires et à une remontée des exportations traditionnelles.

15. La couronne norvégienne est restée relativement stable depuis décembre 1992. La politique monétaire qui sera mise en oeuvre continuera d'avoir pour objectif le maintien d'un taux de change stable de la couronne par rapport aux autres monnaies européennes. Les taux d'intérêt norvégiens ont baissé considérablement depuis le dernier examen de politique commerciale. Le taux d'intérêt nominal effectif à trois mois, qui était en moyenne de 10,50 pour cent en 1991, était de 5 pour cent au début de 1996. Le taux d'intérêt effectif à dix ans s'élève à 6,75 pour cent contre 10 pour cent en 1991.

16. Le gouvernement a pour politique de coopérer avec les syndicats et les associations d'employeurs afin de renforcer la compétitivité-coûts et réaliser ainsi les bases du plein emploi. La faible croissance des salaires nominaux a joué un rôle important dans le raffermissement de l'économie norvégienne au cours des dernières années. L'emploi s'est amélioré ces deux dernières années. Le chômage a atteint un niveau record de 6 pour cent en 1993, mais a diminué graduellement pour revenir au niveau de 4,9 pour cent en 1995 et de 4,3 pour cent (corrigé des variations saisonnières) au dernier trimestre de 1995. L'inflation reste faible. Le taux d'inflation des prix à la consommation a été de 1,4 pour cent en 1994 et de 2,4 pour cent en 1995 et devrait, selon les estimations, s'élever à environ 1 pour cent pour 1996.

17. Les finances de l'Etat sont saines. Le solde des opérations des administrations publiques a dégagé un excédent (prêts nets) de 0,3 pour cent du PIB en 1994 et devrait dégager un excédent de 1,8 et de 2,4 pour cent du PIB en 1995 et 1996, respectivement. Un fonds pétrolier a été établi afin que les considérations à long terme soient mieux prises en compte dans les décisions concernant la part que doivent prendre les recettes pétrolières dans le budget de l'Etat. La dette brute de l'Etat représentait 39 pour cent du PIB à la fin de 1995.

18. Au cours des dernières années, un certain nombre de réformes structurelles importantes ont été mises en oeuvre pour améliorer le mode de fonctionnement de l'économie norvégienne et pour réaliser une croissance plus forte. Parmi ces mesures figurent la réforme fiscale, la réforme du marché de l'électricité, la suppression de l'aide financière aux pêcheries norvégiennes et l'entrée en vigueur de la nouvelle Loi sur la concurrence. La politique agricole de la Norvège a changé au cours des dernières années. Les principaux objectifs consistent à réduire l'aide au secteur agricole, à abaisser les prix à la consommation des produits agricoles afin que les prix intérieurs à la consommation soient mieux alignés sur les prix des marchés des pays voisins, et à réduire les coûts et la surproduction. Le but recherché est d'encourager le développement d'un secteur agricole plus compétitif aussi bien au niveau de la production primaire qu'au niveau des opérations de transformation. La priorité est donnée à la production à forte intensité de main-d'oeuvre dans les régions rurales, ainsi qu'aux mesures de protection de l'environnement et aux mesures visant à préserver les paysages ruraux et à diversifier les possibilités d'emploi.

19. Les principaux secteurs d'exportation norvégiens sont le secteur pétrolier (pétrole brut et gaz), qui contribue pour plus de 30 pour cent aux recettes d'exportation totales de la Norvège, et le poisson et les produits halieutiques qui y contribuent pour 8 pour cent. Il apparaît donc clairement que la Norvège est tributaire des ressources naturelles. Les produits traditionnels représentent environ 40 pour cent des recettes d'exportation totales de la Norvège, tandis que la part du secteur des services était en 1995 d'environ 25 pour cent, dont plus de la moitié provenait des recettes des transports maritimes internationaux.

20. Les relations commerciales avec l'Union européenne ont pris de l'importance après l'accession à l'UE des anciens pays membres de l'AELE, Autriche, Finlande et Suède le 1er janvier 1995. Par suite de l'accession de ces pays, l'UE a absorbé en 1995 environ 75 pour cent du total des exportations de marchandises de la Norvège et a fourni environ 70 pour cent du total de ses importations de marchandises. Par comparaison, les chiffres pour les pays de l'Europe centrale et orientale sont de 2 et 3 pour cent, de 8 et 10 pour cent, pour l'Amérique du Nord, tandis que l'ensemble des pays en développement représente environ 9 pour cent à la fois des exportations et des importations, le commerce avec les pays d'Asie occupant une large part dans ce total.



### III. EVOLUTION DE LA POLITIQUE COMMERCIALE (1991-1995)

21. Depuis l'examen de politique commerciale de 1991, les grands faits marquants en matière de politique commerciale ont été pour la Norvège les négociations du Cycle d'Uruguay et l'entrée en vigueur des Accords de l'OMC et de l'Accord sur l'Espace économique européen (EEE). La coopération économique avec les pays de l'Europe centrale et orientale et avec les pays membres de la Communauté des Etats indépendants (CEI) s'est aussi considérablement améliorée, notamment en raison de la signature d'une série d'accords commerciaux régionaux et bilatéraux.

#### 1. Organisation mondiale du commerce

22. Les négociations du Cycle d'Uruguay ont revêtu pour la Norvège une importance majeure. Le cadre juridique renforcé, élargi et mieux délimité qui a résulté des négociations a posé les bases d'une plus grande égalité dans les conditions de la concurrence entre les petites et les grandes nations commerçantes, d'où un moindre risque de recours à des mesures commerciales unilatérales. De plus, l'interaction entre l'abaissement des obstacles au commerce et les réformes structurelles intérieures engendre une plus grande efficacité étant donné que les pressions concurrentielles accrues exercées par les marchés internationaux facilitent la mise en oeuvre de politiques structurelles nationales. Des marchés intérieurs plus efficaces et plus compétitifs inciteront à conclure des accords pour abaisser encore les obstacles au commerce.

23. Il était important de renforcer et de clarifier les règles concernant les subventions afin de réduire le risque d'interprétations nationales divergentes. Les changements apportés au système de règlement des différends, grâce auxquels les décisions des groupes spéciaux ne peuvent plus faire l'objet d'un veto, étaient d'une importance cruciale pour la crédibilité et le bon fonctionnement de l'OMC. Si les négociations du Cycle d'Uruguay ont permis de répondre à un bon nombre des préoccupations de la Norvège en ce qui concerne les règles, bien des améliorations peuvent encore être apportées à l'avenir en matière d'élaboration des règles, par exemple dans le domaine de la lutte contre le dumping. La Norvège est devenue partie à un différend dans ce domaine au cours de la période visée par l'examen des politiques commerciales, à la suite de l'imposition par les Etats-Unis de droits compensateurs et antidumping sur le saumon frais norvégien. Ces droits excluaient pratiquement les exportations de saumon frais norvégien du marché des Etats-Unis.

24. La conclusion d'un accord sur les ADPIC représente un grand pas en avant pour ce qui est de la protection des brevets et autres droits de propriété intellectuelle. Une avancée fondamentale vers la libéralisation des échanges a été faite avec l'AGCS, qui esquisse le cadre du commerce des services. Toutefois, il est regrettable que des engagements consolidés en matière d'accès aux marchés et de traitement national n'aient pas été inclus pour les transports maritimes. Les transports maritimes représentent environ 90 pour cent des transports internationaux de marchandises. Ainsi, la libéralisation dans ce secteur serait bénéfique à tous les pays. Etant donné que les services de transports maritimes internationaux ont une importance particulière pour la Norvège, nous avons pris une part active aux négociations qui se sont poursuivies dans ce domaine.

25. Les négociations sur l'accès aux marchés qui ont été menées dans le cadre du Cycle d'Uruguay ont abouti à une amélioration des débouchés pour les exportations d'un certain nombre de produits industriels. Toutefois, les résultats ont été limités en ce qui concerne le commerce du poisson et des produits halieutiques, et les négociations futures devraient déboucher sur une amélioration de l'accès aux marchés.

26. La loi portant mise en application de l'Accord sur l'OMC et des Accords de l'OMC a été adoptée par le Storting en novembre 1994. Des lois supplémentaires ont été adoptées en décembre 1995.

27. Le régime d'importation norvégien pour les produits agricoles a changé fondamentalement après l'entrée en application de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture. Toutes les mesures non tarifaires à l'importation ont été remplacées par des droits de douane. Les mesures de soutien interne ont été adaptées et réduites conformément à l'Accord de l'OMC. Les subventions à l'exportation ont aussi été diminuées conformément aux engagements pris dans le cadre de l'OMC. La réduction moyenne des droits d'importation a été de 36 pour cent pour les produits agricoles (moyenne non pondérée). Le processus de réduction des taux de droits concernant les produits agricoles a été accéléré par rapport aux engagements pris dans le cadre de l'OMC de sorte que les niveaux tarifaires consolidés dans le cadre du GATT concernant ces produits qui avaient été fixés pour l'an 2000 ont été mis en application à compter du 1er juillet 1995.

28. Pour tous les autres produits, la réduction moyenne des droits d'importation est de 44 pour cent (moyenne pondérée), ce qui se traduit par un taux de droit moyen pondéré de 2 pour cent pour les produits manufacturés. La réduction concernant les produits manufacturés s'étalera sur cinq ans.

29. En ce qui concerne les contingents bilatéraux appliqués aux textiles, la Norvège envisage de supprimer les restrictions quantitatives existantes sur une période de cinq ans.

30. La Norvège a saisi l'occasion offerte par le passage à une protection tarifaire pour améliorer l'accès aux marchés des produits agricoles provenant des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés. Un arrangement temporaire est entré en application à compter du 1er janvier 1995. Cet arrangement a été révisé et l'éventail des marchandises visées a été élargi à compter du 1er juillet 1995. Dans l'arrangement révisé, tous les produits agricoles provenant des pays les moins avancés bénéficient du traitement préférentiel et sont assortis d'un droit nul, à l'exception des céréales, de la farine et des produits d'alimentation pour animaux, pour lesquels les droits applicables peuvent être réduits de 30 pour cent dans les limites de certains plafonds quantitatifs. En ce qui concerne les autres pays en développement, le régime s'applique à tous les produits, à l'exception du lait et des produits laitiers, des animaux vivants et de certains produits agricoles transformés. Les préférences accordées à ces pays représentent des réductions allant de 100 pour cent à 10 pour cent.

## **2. Espace économique européen (EEE)**

31. L'Accord sur l'espace économique européen a été signé par les pays membres de la Communauté européenne et de l'Association européenne de libre-échange le 2 mai 1992. L'Accord est entré en application pour l'UE et cinq des pays de l'AELE au 1er janvier 1994, tandis que le Liechtenstein se joignait à eux le 1er mai 1995. L'Accord a été notifié au GATT conjointement par la CE et les Etats membres de l'AELE le 17 juillet 1992 (voir document du GATT L/7048).

32. L'Accord sur l'espace économique européen élargit et renforce de façon substantielle les relations de libre-échange établies par l'Accord de libre-échange conclu en 1973 entre la CE et la Norvège. L'Accord sur l'EEE - qui comprend 49 protocoles et 22 annexes - vise à établir un Espace économique européen dynamique et homogène dans lequel sera réalisée la libre circulation des marchandises, des personnes, des capitaux et des services (les "quatre libertés") dans d'égales conditions de concurrence. Les objectifs de l'EEE seront réalisés grâce aux règles de l'EEE qui correspondent aux règles de l'UE interprétées conformément à la jurisprudence de la Cour de Justice de l'UE (l'"acquis UE"), pour autant que cette interprétation ait eu lieu avant le 2 mai 1992, dans tous les domaines visés qui incluent notamment la politique en matière de concurrence et les aides d'Etat, ainsi que les dispositions horizontales liées aux quatre libertés, par exemple, le droit des sociétés, les statistiques et les parties pertinentes de la politique sociale et environnementale. L'Accord sur l'EEE prévoit également un renforcement de la coopération dans certains domaines en dehors des quatre libertés, tels que la recherche-développement, la formation, les petites et moyennes entreprises, la protection des

consommateurs, l'audiovisuel, la culture et certains aspects de la politique environnementale et sociale. De plus, l'Accord contient des dispositions sur un mécanisme financier de l'AELE visant à réduire les disparités économiques et sociales entre les régions.

33. L'EEE n'est pas une union douanière, il n'établit pas un tarif extérieur commun ni une politique commerciale commune. La Norvège reste autonome dans ses relations avec les pays tiers et conserve sa capacité de conclure des traités.

34. Une législation communautaire secondaire est introduite dans l'EEE par le biais des références directes faites dans l'Accord aux actes communautaires pertinents. Ainsi les 22 annexes et certains des protocoles à l'Accord font actuellement référence à quelque 2 000 directives, règles, décisions et autres actes qui, conformément à l'Accord, s'appliquent à travers tout l'EEE. Environ 750 de ces actes concernent des règlements techniques et la suppression des obstacles techniques au commerce.

35. L'Accord prévoit des procédures institutionnelles pour l'intégration de nouvelles législations communautaires secondaires dans l'EEE. Le Comité mixte de l'EE a ajouté plus de 600 nouveaux actes communautaires dans l'Accord depuis son entrée en vigueur.

### **3. Accords de libre-échange**

36. A partir de 1992, les pays de l'AELE ont conclu des accords de libre-échange avec la Pologne, la Hongrie, la République slovaque, la République tchèque, la Bulgarie, la Roumanie, la Slovaquie, Israël et la Turquie. L'Accord avec la Slovaquie a été signé le 13 juin 1995 et est appliqué à titre provisoire. Les pays de l'AELE ont aussi signé des accords de libre-échange avec la Lettonie, la Lituanie et l'Estonie le 7 décembre 1995. En attendant l'entrée en vigueur de ces accords, les accords bilatéraux de libre-échange conclus par la Norvège avec les trois Etats baltes restent d'application.

37. Les accords de libre-échange de l'AELE portent sur le libre-échange des produits industriels, des produits halieutiques et marins et des produits agricoles transformés. En outre, chaque pays de l'AELE a signé des protocoles bilatéraux concernant les produits agricoles avec chacun de ses partenaires des pays tiers. Ces protocoles bilatéraux font partie intégrante des accords multilatéraux de l'AELE. Les accords de libre-échange contiennent des dispositions sur un certain nombre de nouvelles questions commerciales, notamment les règles de concurrence, l'aide de l'Etat, les marchés publics et la protection de la propriété intellectuelle. Ils contiennent également des dispositions évolutives concernant les services et les investissements parce que les parties reconnaissent l'importance grandissante de ces questions et souhaitent coopérer en vue d'une libéralisation graduelle et d'une ouverture mutuelle de leurs marchés pour les investissements et le commerce des services, compte tenu des progrès de l'intégration européenne et de l'évolution de l'OMC.

38. Depuis la dissolution de l'ancienne Union soviétique, la Norvège a mis en place une nouvelle série d'accords commerciaux et économiques avec la Russie et les autres pays membres de la Communauté des Etats indépendants (CEI). Elle a signé un accord bilatéral de coopération commerciale et économique avec la Russie en mars 1996. Un accord a aussi été conclu avec la Croatie. L'accord avec la Russie repose sur les principes de l'OMC concernant les marchandises, les services et les ADPIC. Il dispose que la Norvège et la Russie s'accordent mutuellement le régime NPF, à certaines exceptions près, et que les paiements doivent être effectués en devises convertibles, sauf dispositions contraires. Les opérations d'échanges compensés doivent être considérées comme exceptionnelles, et l'accès aux marchés publics est accordé dans des conditions de réciprocité. Des consultations doivent être engagées en cas de distorsion des échanges.